

# DEMANDE DE CHANGEMENT DE PRÉNOM (Art. 60 code civil)

## PERSONNE MAJEURE SOUS TUTELLE (Annexe 5)

**Je soussigné(e),**

Prénom(s) : .....

**NOM du représentant légal <sup>1</sup>:** .....

Né(e) le : .....

A (ville / pays) : .....

Adresse <sup>2</sup> : .....

Courriel : .....

N° de tél. : .....

**Demande à ce que le majeur sous tutelle :**

Prénom(s) <sup>3</sup> : .....

**NOM :** .....

Né(e) le : .....

A (ville / pays) : .....

Adresse <sup>4</sup> : .....

Nationalité <sup>5</sup> : .....

---

<sup>1</sup> Joignez une copie de pièce d'identité valide ainsi **que la décision de justice de mise sous tutelle.**

<sup>2</sup> Joignez un justificatif de domicile récent.

<sup>3</sup> Indiquez tous les prénoms actuellement mentionnés dans l'acte de naissance du majeur sous tutelle, dans l'ordre présentement établi.

<sup>4</sup> Joignez un justificatif de domicile récent.

<sup>5</sup> Joignez la copie d'une pièce d'identité du majeur sous tutelle en cours de validité (s'il dispose d'une double nationalité, merci de joindre la copie d'une pièce d'identité correspondant à chacune des nationalités).







**J'atteste sur l'honneur** : qu'aucune procédure de changement de prénom (s) n'est actuellement en cours devant les juridictions françaises, et qu'aucune demande de changement de prénom(s) n'est actuellement examinée devant un autre officier de l'état civil d'une autre commune.

Je déclare n'avoir jamais formulé de demande de changement de prénom(s) au nom et pour le compte du majeur sous tutelle.

**Si tel n'est pas le cas,**

J'indique avoir déjà formulé une ou des demande(s) de changement de prénom(s) au nom et pour le compte du majeur sous tutelle, et mentionnée(s) ci-dessous :

Date et lieu de la demande	Autorité saisie	Date de la décision rendue <sup>8</sup>

**Je demande également la mise à jour des actes de l'état civil <sup>9</sup> listés ci-dessous**, dès lors que ma demande de changement de prénom(s) a une incidence sur ces actes :

Mon acte de naissance : naissance le.....à.....

Mon acte de mariage (le cas échéant) : mariage le .....à.....

\_\_\_\_\_

<sup>8</sup> Joignez une copie de la décision rendue  
<sup>9</sup> Joignez une copie intégrale originale des actes de l'état civil dont il est demandé la modification ainsi qu'une copie de votre / vos livret (s) de famille le cas échéant.



**L'acte de naissance de son conjoint (conjoint marié ou Pacsé) le cas échéant :**

Nom du conjoint : .....

Prénom(s) du conjoint : .....

Date et lieu de naissance (ville / pays) du conjoint : .....

.....

**L'acte de naissance de son / ses enfant(s) <sup>10</sup> (le cas échéant) :**

**NOM de mon premier enfant :** .....

Prénom(s) de mon premier enfant : .....

Date et lieu de naissance (ville / pays) : .....

**NOM de mon deuxième enfant :** .....

Prénom(s) de mon deuxième enfant : .....

Date et lieu de naissance (ville / pays) : .....

**NOM de mon troisième enfant :** .....

Prénom(s) de mon troisième enfant : .....

Date et lieu de naissance (ville / pays) : .....

---

<sup>10</sup> Si vous avez plus de 3 enfants concernés par la mise à jour des actes de l'état civil, merci de joindre une page supplémentaire à la présente demande.



Le majeur sous tutelle est de nationalité étrangère <sup>11</sup> et je joins à la présente demande un certificat de coutume précisant le contenu de sa loi personnelle en matière de changement de prénom. Je suis informé(e) que la décision de changement de prénom(s) prise produira effet dans le pays dont le majeur sous tutelle est ressortissant, sous réserve que les autorités locales compétentes l'ait valablement reconnue.

Je procèderai ou ferai procéder, au nom et pour le compte du majeur sous tutelle aux démarches tendant à la reconnaissance de la décision de changement de prénom(s) auprès des autorités locales compétentes, dès que celle-ci aura été prise.

Fait à : ..... Le : .....

**Signature du représentant légal :**

#### **AVERTISSEMENT**

En application de l'article 441-7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000€ d'amende le fait :

- d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à 3 ans d'emprisonnement et à 45000€ d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

---

<sup>11</sup> Si vous possédez une double nationalité (dont la nationalité française) ou si vous êtes réfugié, apatride ou bénéficiaire de la protection subsidiaire, cette rubrique ne vous concerne pas.